

Convention collective

IDCC : 9641. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES ET HORTICOLES
(Pyrénées-Atlantiques)
(18 novembre 1985)**

(Etendue par arrêté du 27 mai 1986,
Journal officiel du 15 juin 1986)

AVENANT N° 3 DU 15 SEPTEMBRE 2014
À L'ACCORD DU 12 NOVEMBRE 2009
RELATIF À LA MISE EN PLACE D'UN RÉGIME DE PRÉVOYANCE

NOR : AGRS1497324M
IDCC : 9641

Entre :

La FDSEA des Pyrénées-Atlantiques ;

La FDCUMA des Pyrénées-Atlantiques ;

Le syndicat des entrepreneurs des territoires des Pyrénées-Atlantiques,

D'une part, et

Le SGA CFDT des Pyrénées-Atlantiques ;

La FNAF CGT, section agriculture,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

Pour se mettre en conformité avec l'avenant n° 3 du 9 juillet 2013 à l'accord national du 10 juin 2008 sur une protection sociale complémentaire en agriculture et la création d'un régime de prévoyance, les partenaires sociaux signataires se sont accordés pour procéder à des aménagements de l'accord collectif de prévoyance du 12 novembre 2009.

Ainsi :

- des modifications sont apportées sur la condition d'ancienneté ;
- les modalités de calcul et de versement des prestations GIT sont modifiées ;
- les taux de cotisations des garanties GIT sont modifiés ;
- des précisions sont apportées sur le calcul du capital décès et sur la suspension du contrat de travail.

Article 1^{er}

Les dispositions de l'article 3 « Salariés bénéficiaires » sont remplacées par les suivantes :

« Les dispositions du présent accord s'appliquent aux salariés non cadres :

- justifiant d'une ancienneté de 6 mois continus dans l'entreprise pour les garanties incapacité temporaire de travail et incapacité permanente (l'ancienneté est réputée acquise au premier jour du mois civil au cours duquel le salarié acquiert 6 mois d'ancienneté) ;
- sans condition d'ancienneté pour les garanties décès,

à l'exclusion :

- des cadres ressortissant à la convention collective du 2 avril 1952 et relevant de la caisse de retraite complémentaire des cadres en application des décisions de l'AGIRC et bénéficiant à ce titre du régime de prévoyance défini dans la convention précitée ;
- des VRP ressortissant à d'autres dispositions conventionnelles obligatoires. »

Article 2

Les dispositions de l'article 5.1 « Garantie incapacité temporaire de travail » sont remplacées par les suivantes :

« 5.1.1. Conditions et modalités d'indemnisation

En cas d'incapacité de travail temporaire dûment justifiée par un arrêt de travail et ouvrant droit aux indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale, les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires versées par l'organisme assureur désigné à l'article 4 du présent accord, à la condition toutefois de justifier d'une ancienneté de 6 mois continus dans l'entreprise, à condition :

- d'avoir justifié dans les 48 heures de cette absence à son employeur et à la MSA ;
- d'être pris en charge par la mutualité sociale agricole (MSA) ;
- d'être soigné sur le territoire français ou dans l'un des autres Etats membres de l'Union européenne ou dans l'un des autres Etats ressortissant à l'Espace économique européen.

Le versement des indemnités journalières complémentaires intervient :

- pour les salariés ayant une ancienneté comprise entre 6 mois et 12 mois dans l'entreprise : à compter du 36^e jour d'arrêt, quelles que soient l'origine et la cause de l'arrêt ;
- pour les salariés ayant une ancienneté supérieure ou égale à 12 mois dans l'entreprise :
 - à compter du 8^e jour d'arrêt de travail en cas de maladie ou d'accident de la vie privée ;
 - dès le premier jour d'arrêt de travail en cas d'arrêt consécutif à un accident du travail, de trajet ou de maladie professionnelle.

5.1.2. Montant de l'indemnisation

Les salariés bénéficient d'indemnités journalières complémentaires versées par l'organisme assureur désigné, de sorte que l'indemnisation globale (indemnités journalières versées par le régime de base ainsi que les indemnités journalières complémentaires) est égale à :

- pour une ancienneté de 6 mois à 1 an : 70 % du salaire de référence ;
- pour une ancienneté de 1 an à 6 ans : 90 % pendant 30 jours puis 70 % ;
- pour une ancienneté de 6 ans à 11 ans : 90 % pendant 40 jours puis 70 % ;
- pour une ancienneté de 11 ans à 16 ans : 90 % pendant 50 jours puis 70 % ;
- pour une ancienneté de 16 ans à 21 ans : 90 % pendant 60 jours puis 70 % ;
- pour une ancienneté de 21 ans à 26 ans : 90 % pendant 70 jours puis 70 % ;
- pour une ancienneté de 26 ans à 31 ans : 90 % pendant 80 jours puis 70 % ;
- pour une ancienneté de 31 ans et plus : 90 % pendant 90 jours puis 70 %.

Le salarié bénéficie d'indemnités journalières complémentaires tant que dure le versement des indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale et au maximum pendant 1 095 jours.

Le salaire brut de référence pris en compte pour le calcul des indemnités journalières complémentaires correspond à celui retenu pour le calcul des indemnités journalières du régime de base de la sécurité sociale.

Les indemnités journalières dues au titre du présent accord, cumulées avec d'autres indemnités ou prestations de même nature, ne doivent pas conduire à verser à l'intéressé un montant supérieur à la rémunération nette qu'il aurait effectivement perçue s'il avait continué à travailler.

Les indemnités journalières complémentaires sont revalorisées selon les mêmes modalités que les indemnités journalières du régime de base.

En cas de rupture du contrat de travail avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières versées par l'organisme assureur précité sont maintenues tant que dure le versement d'indemnités journalières par le régime de base.

Les cotisations sociales dues sur les indemnités journalières complémentaires sont payées à la caisse de mutualité sociale agricole par l'organisme assureur précité et financées par la cotisation "assurance des cotisations sociales patronales".

Les indemnités journalières sont servies nettes de cotisations salariales, CSG et CRDS. »

Article 3

Les dispositions de l'article 5.2 « Garantie incapacité permanente » sont remplacées par les suivantes :

« 5.2.1. Incapacité permanente professionnelle

A la condition de justifier d'une ancienneté de 6 mois continus dans l'entreprise, le salarié bénéficie d'une rente complémentaire versée chaque mois égale à 20 % du salaire mensuel brut de référence, en cas d'incapacité permanente de travail résultant d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle dont le taux d'incapacité permanente est au moins égal à 66,66 %.

5.2.2. Incapacité permanente de la vie privée

A la condition de justifier d'une ancienneté de 6 mois continus dans l'entreprise, le salarié bénéficie d'une rente complémentaire versée chaque mois égale à 20 % du salaire mensuel brut de référence, en cas d'incapacité permanente de travail résultant d'une maladie ou d'un accident de la vie privée pour une invalidité de catégorie 2 ou 3 reconnue par le régime de base.

5.2.3. Modalités de versement

Les rentes ci-dessus s'ajoutent à la pension d'invalidité versée par la mutualité sociale agricole au titre du régime de base.

Le salaire mensuel brut de référence est égal à 1/12 des salaires bruts perçus par le salarié au cours des 12 mois civils précédant la date de l'arrêt de travail ou du salaire moyen mensuel brut calculé sur la période travaillée par le salarié si celui-ci a moins de 12 mois d'ancienneté dans l'entreprise.

La rente ne peut pas se cumuler avec les indemnités journalières que le salarié percevait avant la décision de la MSA au titre de l'incapacité temporaire prévue dans le présent accord.

En tout état de cause, le total des prestations perçues au titre des régimes de base et du présent régime de prévoyance ne peut excéder le salaire net perçu par le salarié en activité.

Le versement de la rente débute dès le versement de la pension d'invalidité par la mutualité sociale agricole et prend fin à la date de liquidation de la pension de vieillesse à taux plein du bénéficiaire.

Cette rente d'invalidité est maintenue à l'intéressé aussi longtemps qu'il perçoit une pension de la mutualité sociale agricole et est suspendue si la mutualité sociale agricole suspend le versement de sa propre pension. »

Article 4

Les dispositions du paragraphe 5.3.1 « Capital décès » de l'article 5.3 « Garantie décès » sont remplacées par les suivantes :

« Pour le bénéfice du capital décès (base et majoration), on entend par conjoint :

- le conjoint survivant non séparé de corps ou du cocontractant d'un Pacs ;
- à défaut, le concubin justifiant de 2 ans de vie commune avec le salarié ou d'un enfant né de leur union.

a) Montant

En cas de décès d'un salarié quelle qu'en soit l'origine, il est versé à ses ayants droit, concubin, titulaire d'un Pacs ou au (aux) bénéficiaire(s) qu'il a désigné(s) :

- un capital décès de base d'un montant égal à 100 % de son salaire annuel brut ;
- majoré de 25 % par enfant à charge.

Le salaire annuel pris en compte correspond aux salaires bruts des 12 mois civils précédant celui au cours duquel est survenu le décès ou l'arrêt de travail si le décès a été précédé d'une période d'arrêt de travail.

En cas de décès survenu avant 12 mois d'ancienneté, le capital est calculé sur la base du salaire brut moyen mensuel du salarié multiplié par 12.

b) Bénéficiaires

Le capital est versé en priorité :

1. Au conjoint survivant ou au cocontractant d'un Pacs ou, à défaut, au concubin, à moins que l'assuré n'ait fixé et notifié à l'organisme assureur désigné une répartition entre son conjoint et ses descendants (cette répartition ne pouvant réduire la part revenant au conjoint ou au cocontractant d'un Pacs ou, à défaut, au concubin à moins de 50 % du capital) ;

2. En l'absence de conjoint survivant ou de cocontractant d'un Pacs ou, à défaut, de concubin, le capital est versé aux descendants.

En cas d'absence de ces bénéficiaires prioritaires, le capital est attribué dans l'ordre de préférence suivant :

- aux bénéficiaires désignés par le participant ;
- aux héritiers du participant.

Lorsqu'il y a attribution de majorations familiales pour enfant à charge, chacune de ces majorations est versée directement au bénéficiaire ou à son représentant légal.

c) Invalidité absolue et définitive

En cas d'invalidité absolue et définitive (3^e catégorie) ou d'incapacité permanente consécutive à un accident du travail ou à une maladie professionnelle au taux de 66,66 %, constatée par le régime de base de la sécurité sociale, interdisant au salarié toute activité rémunérée et l'obligeant à être assisté d'une tierce personne pour les actes de la vie courante, le capital décès de base peut lui être versé, sur sa demande, de façon anticipée selon les règles de l'organisme assureur.

Le paiement anticipé du capital décès met fin à la prestation capital décès. »

Article 5

Le tableau des taux de cotisations de l'article 7 « Cotisations » est remplacé par le suivant :

(En pourcentage.)

	TAUX de cotisation	PART patronale	PART salariale
Incapacité temporaire			
Maintien du salaire en application de l'article L. 1226-1 du code du travail et du 2 de l'article 5.1 du présent accord	0,31	0,31	–
Assurance des cotisations sociales patronales	0,12	0,12	–
Incapacité temporaire de travail (part conventionnelle en complément de la mensualisation)	0,27	–	0,27
Incapacité permanente			
Incapacité permanente d'origine professionnelle AT et MP avec incapacité > 2/3	0,06	0,03	0,03
Incapacité permanente suite maladie et accident de la vie privée, catégories 2 et 3	0,16	–	0,16
Décès	0,30	0,15	0,15
Total	1,22	0,61	0,61

Article 6

Les dispositions du paragraphe 7.3 « Suspension du contrat de travail » de l'article 7 « Cotisations » sont remplacées par les suivantes :

« En cas d'arrêt de travail pour maladie, accident ou maternité pris en charge par la MSA et intervenant après la date d'affiliation au régime, les garanties prévues en cas de décès et d'incapacité permanente professionnelle sont maintenues sans versement de cotisation pour tout mois civil d'absence.

Si l'absence est inférieure à 1 mois civil, la cotisation est calculée sur le salaire et/ou complément de salaire versé par l'employeur. »

Article 7

Le présent avenant prend effet le 1^{er} janvier 2015. En cas d'arrêt d'extension postérieur au 31 décembre 2014, il entrera en vigueur au premier jour du trimestre suivant l'extension.

Article 8

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé en cinq exemplaires à la DIRECCTE Aquitaine, unité territoriale des Pyrénées-Atlantiques, cité administrative, boulevard Tourasse, 64000 Pau Cedex.

Fait à Pau, le 15 septembre 2014.

(Suivent les signatures.)